

5.000 chercheurs adjurent la suédoise

PÉTITION Objectif anti-communautarisation

Il va surtout falloir convaincre la N-VA, le CD&V, le VLD, les trois partis flamands de la suédoise en devenir. Les convaincre de quoi ? De refédéraliser les pôles d'attraction interuniversitaires (PAI), réseaux de chercheurs francophones, flamands, du monde entier, opérant sous l'égide de la Politique scientifique en Belgique et voués à être communautarisés en vertu de la sixième réforme de l'Etat.

Danger ? Oui, selon au moins 5.000 scientifiques (des Prix Francqui, le Prix Nobel, François Englert, les recteurs de quasiment toutes les universités du pays...), qui ont signé une pétition à cet effet, transmise mardi aux coformateurs, Charles Michel et Kris Peeters. 5.000 signataires qui réclament moins un retour en arrière dans la réforme de l'Etat qu'un engagement du nouvel exécutif à « prolonger » le régime et maintenir les PAI dans le giron fédéral.

Avant de se rendre rue de la Loi, les protagonistes de la démarche se sont produits en conférence de presse, avenue Louise à Bruxelles, siège de la Politique scientifique, pour dérouler ensemble l'argumentaire. André De Leenheer, président du Conseil fédéral de la Politique scientifique, ancien recteur de l'Université de Gand ; Michel Gevers, professeur émérite à l'UCL, collaborateur à la VUB, et à la tête d'un PAI depuis vingt ans ; Vincent Reuter, administrateur

délégué de l'Union wallonne des entreprises ; Dave Sinardet, politologue à la VUB ; ainsi que Philippe Mettens, patron de notre Politique scientifique fédérale, ont convergé, abondé, renchéri... Mettens : « Et tout ça n'a rien de belge ! C'est une question d'efficacité, aussi pour les Régions,

qui profitent des retombées de ces réseaux porteurs ». Sinardet : « Communautariser les PAI, c'est les faire s'effondrer ». Reuter : « L'innovation est un facteur-clé dans le développement des entreprises, d'où l'importance de la recherche fondamentale, qui nourrit la recherche appliquée... Alors, quoi, ces réseaux, on veut les casser ? ». Gevers : « Avec les PAI, on atteint la "masse critique" nécessaire pour avoir un bon impact – le réseau que je coordonne est fort de 250 personnes –, et on est en plein dans la complémentarité, l'interdisciplinarité, la bonne gouvernance, ces concepts salués de toutes parts. » Le baron De Leenheer parle d'un « indispensable sauvetage », implore les politiques, avec Philippe Mettens : « Peut-on imaginer que les négociateurs resteront sourds à un appel de 5.000 chercheurs ! Que dit le MR ? »

Michel Gevers soutient que des contacts ont eu lieu avec le cabinet de Koen Geens (CD&V), aux Finances, où l'accueil ne fut pas défavorable. Il enchaîne : « Soyons clairs, s'il y a obstruction, elle viendra de la N-VA ». ■

DAVID COPPI